
La destruction masquée: le système REDD+ dans l'Amazonie péruvienne

Le Pérou est devenu un acteur-clé dans les politiques pour éviter le déboisement croissant des forêts. Pourtant, la logique capitaliste, qui domine dans les négociations internationales sur le climat aussi bien que dans les fonds de coopération et dans le système politique péruvien, transforme les 'engagements' à 'réduire' le déboisement en menaces latentes, pour les forêts et pour leurs habitants.

Pendant presque 20 ans, dans les pourparlers de l'ONU sur le climat le marché du carbone a été présenté comme la 'solution' principale du changement climatique. Or, ce marché permet aux entreprises et aux gouvernements de 'compenser' leur pollution sans avoir à réduire leurs émissions. De ce fait, non seulement les gaz qui provoquent le changement climatique ont augmenté au plan mondial mais, en plus, les projets à grande échelle, mis en œuvre surtout dans le Sud pour 'compenser' les émissions des pays et des entreprises du Nord, ne cessent de provoquer la dévastation environnementale, la confiscation de territoires, des conflits sociaux et même la violation des droits de l'homme.

Suivant cette logique des 'compensations', on négocie depuis 2005 le système de Réduction des émissions dues au déboisement et à la dégradation des forêts (REDD) et celui de conservation et gestion durable des forêts avec augmentation des stocks de carbone REDD plus ou REDD+). Le gouvernement péruvien en a été le principal promoteur depuis 2008.

Le système REDD+ impose aux forêts la logique du marché du carbone. Il attribue une valeur monétaire à la capacité des arbres, des plantes et des sols de 'stocker' du carbone. Pour ce faire, il est nécessaire de modifier la législation existante en matière de forêts et, par conséquent, celle qui concerne les communautés indigènes et les peuples tributaires des forêts. Le Pérou participe à presque tous les processus internationaux favorables à REDD+, comme le Fonds de coopération pour le carbone forestier (FCPF) et le Programme d'investissement forestier (FIP) de la Banque mondiale, le Programme ONU-REDD, et d'autres encore.

Mais qui tire profit du système REDD+?

Les documents de préparation à l'application de REDD+ au Pérou signalent que les paysans et les paysannes sont les principaux responsables du déboisement, parce qu'ils font des parcelles pour l'agriculture de subsistance. Une analyse récente des images satellite des huit pays sud-américains qui se partagent l'Amazonie, le Brésil excepté, montre que le Pérou est celui qui a perdu le plus de forêts en 2012, et que ce déboisement a augmenté de 67 % par rapport à l'année précédente. Des champs pétroliers empiètent sur plus de 65 % des territoires indigènes et 49 % des Zones naturelles protégées. Les conflits sociaux et la criminalisation des peuples augmentent parallèlement.

Cependant, les documents concernant REDD+ ne mentionnent pas les causes structurelles de ces taux de déboisement si élevés. Ils ne considèrent pas non plus le besoin d'arrêter l'extraction de pétrole et de gaz, la construction d'infrastructures telles que les grands barrages, ou les plantations de palmiers à huile. Au lieu d'analyser les raisons du déboisement, on cache les grands responsables de la destruction à grande échelle de l'Amazonie et on en accuse les plus petits.

La carte des projets miniers du ministère de l'Énergie et des Mines du Pérou montre qu'il y a aujourd'hui 50 516 concessions minières en vigueur situées sur la côte et sur la sierra péruvienne, et que 49,6 % du territoire des communautés de la sierra se superposent à des concessions minières, de sorte que de nombreuses populations sont obligées de chercher des terres ailleurs par suite des expulsions, de la pollution des lieux, de la criminalisation, etc. De même, les concessions pétrolières occupent 84 % de l'Amazonie et, par un décret de 2011, la construction de 20 grands barrages hydroélectriques le long du fleuve Marañón a été considérée comme une affaire 'd'intérêt national'. La plupart de l'énergie générée sera exportée au Brésil, et le reste sera utilisé par les entreprises minières de la région andine. D'autre part, les plantations de palmiers à huile avancent rapidement dans l'Amazonie.

Plus il y aura de déboisement et de dangers pour les forêts, plus de projets REDD+ pourront être justifiés. Ainsi, en plus de générer des crédits de carbone qui permettent de développer et de légitimer les activités coupables du déboisement, en plus de créer des marchés lucratifs de spéculation financière, les projets REDD+ non seulement ne mettent pas en question le modèle extractiviste mais dépendent de lui.

Le processus REDD+ au Pérou

La mise en œuvre du système REDD+ commença au Pérou en 2009, lorsque ce pays fut désigné pays pilote des programmes de la Banque mondiale qui encouragent avec force les marchés du carbone: le FCPF et le FIP. Entre autres choses, ces programmes proposent du financement pour obtenir que les pays du Sud participent au marché du carbone dans le domaine des forêts. Pour que les pays puissent avoir accès au financement, le FCPF leur exige de formuler une Proposition pour la préparation de REDD+(R-PP, d'après l'anglais). La proposition du Pérou fut acceptée en 2011, mais il manque de l'approuver définitivement. La R-PP oriente la Stratégie nationale sur REDD+ et la Stratégie nationale d'investissement qu'il faut formuler dans le cadre du FIP.

Le FCPF et le FIP reçoivent des fonds de la Banque interaméricaine de développement (BID), de quelques gouvernements européens, des États-Unis et du Japon, ainsi que de quelques sociétés privées comme le géant pétrolier anglais BP. Or, l'histoire nous prévient que ces acteurs ont facilité des processus qui ont abouti au déboisement et marginalisé les peuples tributaires des forêts. Ainsi, la BID finance aussi des activités aussi destructrices que l'extraction de gaz à Camisea ou le zonage destiné à multiplier les plantations de palmiers en Amazonie. Donc, si ce qui est au programme c'est la poursuite d'un modèle extractiviste destructeur, quels sont les véritables intérêts qui poussent à mettre en œuvre le système REDD+ au Pérou?

Le projet Camisea d'extraction de gaz au milieu de l'Amazonie inclut l'installation de centaines de kilomètres de gazoducs, la construction d'usines de fractionnement et de liquéfaction, de ports et de voies d'accès, et la pose de réseaux électriques. Tout cela se superpose à des réserves communales, à des territoires indigènes et à des parcs nationaux. Le plan d'expansion de Camisea se superpose à la Réserve territoriale Kugapakori, Nahua et Nantiy (RTKNN), où habitent des peuples indigènes en situation d'isolement volontaire ou de contact initial, et qui fonctionne aussi comme zone tampon du Parc national de Manu; ce dernier, d'après l'UNESCO, «abrite une diversité

d'espèces animales et végétales sans égale».

En décembre 2012, la BID a accordé au gouvernement péruvien un million de dollars pour 'protéger' les Réserves d'indigènes en isolement volontaire, une catégorie qui, d'après la loi, permet la réalisation d'activités d'extraction si le gouvernement les considère comme «d'intérêt public». Avec cet argent sont financées des études pour reclasser cinq Réserves territoriales, dont la RTKNN, comme Réserves indigènes, les exposant ainsi à la possibilité d'interventions. Sous prétexte de 'protection', le financement inclut une «Analyse du déboisement évité dans les réserves de peuples en situation d'isolement volontaire ou de contact initial». Autrement dit, il s'agit de comptabiliser le carbone qui y est 'stocké', en précisant qu'il faut chercher à formuler «un mécanisme financier destiné à le protéger grâce à la vente de crédits d'émission», au moyen d'un projet REDD+. En 2002, dans une tentative d'améliorer son image, la banque avait approuvé un prêt de cinq millions de dollars destiné à renforcer la capacité gouvernementale de superviser et de surveiller «les impacts sur l'environnement et la société du projet» de Camisea, et à lancer des initiatives «qui permettent un développement durable et harmonieux dans sa zone d'influence». Néanmoins, en 2003 elle approuva un prêt de 135 millions de dollars à un consortium privé pour la construction des principaux gazoducs de Camisea, afin «d'appuyer l'élément concernant le transport du gaz». En 2007, elle approuva un autre prêt de 400 millions USD à un consortium privé dirigé par la société états-unienne HuntOil. En fait, REDD+ permet d'assurer la génération de crédits de carbone dans la réserve, tout en légitimant l'extraction dans la même zone.

Parallèlement, la société pétrolière Pluspetrol, qui dirige le consortium de Camisea, a souscrit en 2013, dans le cadre du marché du carbone de l'ONU, un projet de compensation pour sa raffinerie. L'entreprise affirme qu'elle réduira les émissions de cette usine en installant deux unités de récupération de la chaleur résiduelle et en évitant d'installer des fours de réchauffement fonctionnant à l'huile afin de consommer moins de ce combustible. Grâce à ce projet, Pluspetrol pourra générer des crédits d'émission jusqu'en 2020, pour les commercialiser et obtenir encore plus de bénéfices. Pourtant, les discours de l'entreprise sur 'l'efficacité énergétique' et la 'durabilité' s'écroulent face à la réalité d'un projet de grande envergure qui est en train de semer la destruction dans les territoires et les peuples de la vallée de l'Urubamba. Le marché du carbone, en plus de légitimer une entreprise pétrolière, l'aide à se développer.

Un détail en trop: le 'plus' de REDD+

Le 'plus' inclut des activités de (1) conservation des réserves de carbone, (2) gestion forestière durable et (3) augmentation des stocks de carbone. Malgré leur apparence positive, ces activités facilitent encore plus l'accès des grandes entreprises et des intérêts privés aux territoires boisés.

Lors des pourparlers sur le climat de 2008, le MINAM avait annoncé le «Programme national de conservation des forêts» (PNCB) dont le but était de conserver 54 millions d'hectares de forêts qui comprenaient des zones protégées, des concessions pour l'écotourisme et la conservation, des réserves territoriales pour des autochtones en isolement volontaire et des zones humides amazoniennes, et de porter le déboisement net à zéro pour l'an 2020. Financé par les gouvernements d'Allemagne, des États-Unis et du Japon, le PNCB incluait le système REDD+ du fait qu'il «permet de piéger du dioxyde de carbone». Dans le cadre du PNCB, le gouvernement entend remettre aux communautés environ 3,7 USD par hectare et par an, pendant cinq ans, à condition qu'elles s'engagent à 'surveiller' les forêts où elles habitent. Les contrats, qui concernent la totalité de la superficie des forêts communautaires, non seulement privent les communautés de leur autonomie et de leur contrôle quant à l'utilisation de leurs territoires mais, en plus, créent des conflits entre elles, puisqu'elles doivent 'se surveiller' les unes les autres.

L'imposition de parcs nationaux ou de zones protégées entraîne aussi le déplacement des populations locales. Dans la forêt du nord du Pérou, par exemple, la communauté de Nuevo Lamas s'oppose à la Zone de conservation régionale Cerro Escalera. Les autorités du parc ont limité leur accès à la forêt pour la chasse et la cueillette, et elles ont interdit leur système traditionnel de rotation des cultures. En 2010, trois membres de la communauté ont été accusés de pratiquer ce système agricole. D'autres communautés dépendent aussi de cette réserve pour des ressources vitales. Des accusations ont été présentées aussi contre huit membres de la communauté d'Alto Pucallpa pour avoir déboisé 0,25 hectare afin d'établir un petit campement pour cultiver des aliments pendant leurs sorties de chasse et de cueillette. La communauté d'Alto Pucallpa n'est formellement propriétaire que des terrains où se trouvent les maisons. D'après une étude en cours, il existe au moins 32 communautés dans cette situation, et au moins 13 qui ne sont pas officiellement reconnues. La zone protégée de Cerro Escalera, de 132 000 hectares, a été créée pour la 'conservation', ainsi que des centaines de milliers d'hectares de concessions privées qui ont été octroyées à des ONG et à des entreprises privées.

D'autre part, REDD+ favorise les activités d'extraction de bois à l'échelle industrielle, ainsi que les plantations en régime de monoculture. Le financement du FIP, par exemple, vise (1) à octroyer des concessions pour l'extraction de bois, de préférence 'certifiées' par le FSC ou d'autres systèmes; cela encourage fortement l'abattage industriel, une activité que les communautés péruviennes ont beaucoup critiquée et qui est une cause importante de déboisement; (2) à promouvoir l'agriculture 'positive en carbone', comme les plantations de palmiers à huile, qui bénéficient déjà de l'appui national et international en tant qu'options de remplacement des plantations destinées au trafic de la drogue; (3) à promouvoir la plantation d'arbres, en suggérant de planter 250 000 hectares à Cajamarca et à Huánuco, près de San Martín et d'Ucayali.

'Recréer' la vie?

La mine Conga, propriété de la société Minera Yanacocha constituée par Newmont, Buenaventura et la Banque mondiale, est un projet controversé qui a été prévu pour la province de Cajamarca, dans le nord du pays. Ce projet est devenu un symbole de la lutte pour la protection de l'eau. Il consiste à creuser une mine à ciel ouvert à la source d'un bassin hydrologique qui alimente cinq micro-bassins; cela porterait atteinte à plus de 600 sources et provoquerait la disparition imminente de lagunes naturelles, avec des conséquences graves pour la population. L'entreprise minière propose de 'recréer' les lagunes avec des réservoirs artificiels, afin de 'compenser' leur destruction. Or, il est impossible de remplacer ces lagunes, et encore moins de les 'compenser', en faisant des réservoirs d'eau artificiels. Les populations et les gouvernements de la zone protestent fortement depuis des mois, mais ils sont harcelés et criminalisés avec violence. Du moment que REDD+ crée un système de compensation des émissions de dioxyde de carbone et de la pollution atmosphérique, de nombreux marchés sont maintenant proposés, qui permettraient de commercialiser – ou même de 'recréer' – les 'services' qu'offre la nature, en l'occurrence le cycle de l'eau. L'idée que la destruction peut être 'compensée' est très dangereuse et dissimule une augmentation de l'extraction et de la dévastation.

La logique de l'accumulation

Le système REDD+ est basé sur le marché du carbone, et il favorise la transformation des territoires, des 'services environnementaux', de la biodiversité et de l'eau en simples marchandises. On aura beau essayer de modifier ses objectifs, le système REDD+ est financé, conçu et planifié pour devenir un mécanisme du marché du carbone. Les investisseurs se soucient avant tout de la 'valeur' et de la qualité de la marchandise. L'expérience met en évidence que les projets REDD+ créent des paquets de droits de propriété sur les arbres, les plantes, les forêts et les sols que les acteurs du pouvoir pourront s'approprier.

En ajoutant une valeur monétaire au cycle du carbone, le système REDD+ prétend créer des incitations suffisantes pour diminuer le déboisement, sans lutter contre les causes profondes de celui-ci et sans s'opposer au modèle basé sur l'extraction, mais il est évident que cela ne marche pas. Le déboisement et la dégradation des forêts sont le résultat d'une logique économique fondée sur la 'croissance' continue, qui a besoin de l'extraction et, par conséquent, du déboisement à grande échelle et du dépouillement des communautés qui dépendent des forêts. Suivant cette logique, les fonctions et les cycles naturels sont des marchandises, les forêts sont pareilles aux plantations d'arbres, et les nombreuses 'valeurs' de la forêt se réduisent à une unique 'valeur' monétaire. Cette logique veut nous empêcher de voir les nombreuses options qui existent en dehors du capitalisme déprédateur. Ne tombons pas dans ce piège!

Le présent article est un résumé de la publication "Enmascarando la destrucción: REDD+ en la Amazonía Peruana", de Joanna Cabello, Mouvement mondial pour les forêts tropicales, Disponible uniquement en espagnol, anglais et portugais. <http://wrm.org.uy/fr/livres-et-rapports/masking-the-destruction-redd-in-the-peruvian-amazon/>